Kenya : fraude, corruption et étouffement

vendredi 8 février 2008, par [GUDINA Joseph](#) (Date de rédaction antérieure : 7 février 2008).

Les élections kenyanes du 27 décembre ont pris un cours inattendu. La fraude du président sortant, Mwai Kibaki, opposé à Raila Odinga, a déclenché des réactions latentes depuis longtemps.

Il fut un temps où on appelait le Kenya, entouré de pays confrontés à des guerres civiles, la « Suisse d'Afrique orientale ». Il était considéré comme une oasis pour de nombreux réfugiés venant du Somalie, du Congo, du Rwanda, etc. En réalité, le Kenya est une plaque tournante des opérations de la CIA sur tout le continent africain. Ainsi, en mars 2007, le ministre kényan de l'Intérieur est revenu des États-Unis avec un chèque de 14 millions de dollars destiné à la « *sécurité intérieure et à la lutte contre le terrorisme* », si chères à Bush. Le Kenya a été mentionné comme le candidat potentiel d'Africom, la force d'intervention des États-Unis en Afrique. Bon élève du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, il bénéficie de l'aval des États-Unis, car il ouvre généreusement ses frontières au capital international et privatise. La Chine s'est jointe aux investisseurs internationaux et elle a conclu des contrats importants. Les événements de ces dernières semaines ont donc tout fait basculer et la fraude électorale a ouvert la boîte de Pandore.

En 2002, les deux adversaires d'aujourd'hui, Kibaki et Odinga, s'étaient alliés pour vaincre le candidat Uhuru Kenyatta, successeur du président semi-dictatorial sortant, Daniel Arab Moi. Cette alliance s'était nouée sur la base d'un programme « de changement » contre la corruption et pour la création d'emplois. À mi-mandat, Kibaki expulsa Odinga et ses partisans du gouvernement, et il nomma des ministres ayant servi dans le gouvernement précédent. Il devint le jouet de la vieille classe politique corrompue et suivit scrupuleusement les injonctions du FMI et de la Banque mondiale.

Aux élections de décembre 2007, la participation a été énorme, les électeurs faisant la queue dès six heures du matin pour voter. La majeure partie de la jeune population du Kenya a massivement pris part à la bataille électorale. La plupart des ministres du gouvernement Kibaki ont été battus. Fait significatif, dans la province orientale, le vice-président Awori perdit son siège face à un militant des droits de l'Homme de l'opposition. Les fils de l'ex-président Moi perdirent dans la « Rift valley ». Le Mouvement orange d'Odinga gagna dans toutes les provinces, sauf dans la Province centrale et la province orientale. Odinga avait donc apparemment la main gagnante. Mais le centre des élections fut évacué par la police, Kibaki fut déclaré vainqueur et prêta serment devant une compagnie très sélecte. La presse fut bridée par une mesure gouvernementale. Il n'y eut pas que le mouvement d'Odinga pour parler de fraude, les observateurs de l'Union européenne restant sceptiques.

Kibaki s'accroche malgré tout au pouvoir, avec le soutien d'un noyau dur qui a beaucoup à perdre d'un éventuel gouvernement Odinga, et qui n'hésite pas à susciter des tensions pour garder le pouvoir. Mais le mouvement d'Odinga n'est pas non plus exempt de provocations ethniques. Malgré les tentatives de médiation de divers côtés, Kibaki continue, comme si de rien n'était, et il nomme, à côté du vieux noyau dur des ministres, des fidèles du Mouvement orange d'Odinga.

Le Kenya se trouve à un tournant, et beaucoup de problèmes de la période coloniale et post-

coloniale ressurgissent. Kenyatta, le gouvernement semi-dictatorial de Moi, le deuxième gouvernement Kibaki, avec toute leur corruption, n'ont jamais voulu s'attaquer à ces problèmes, ne voulant pas contrarier leurs propres intérêts. Certains responsables de la corruption ont peut-être perdu leur place au Parlement, mais ils n'ont pas perdu leur puissance. L'énorme inégalité, renforcée par la néoglobalisation, doit être attaquée. Une tâche difficile attend le Kenya.

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2238, 07/02/2008.